

CHRONIQUE

La démocratie brésilienne à la lumière de la détention de l'ex-président Lula

Par Nicolas Falomir Lockhartⁱ et Sebastián Vielmasⁱⁱ



La récente incarcération de l'ancien président Luis Ignacio « Lula » Da Silva constitue une synthèse des enjeux et de l'état de la démocratie brésilienne. Les scandales de corruption ont érodé le système politique et sa légitimité. De hauts dirigeants politiques ont été incriminés sur la base de la fort controversé « dénonciation récompensée ». Par ailleurs, quelques heures avant que la Cour rende sa décision sur la liberté de Lula, les militaires ont posé des gestes ambigus

concernant leur rôle dans l'ordre démocratique du pays. Sans Lula, et à seulement six mois de l'élection présidentielle, le scénario politique est incertain. Les forces politiques s'atomisent et le candidat d'extrême droite Jair Bolsonaro devient le candidat ayant le plus d'appuis électoraux.

Protagoniste d'une émergence économique et d'une projection internationale remarquable pendant la première décennie des années 2000, le Brésil a inspiré toute sorte d'analyses sur la construction d'un espace sud-américain, ainsi que d'instances de gouvernance internationale telles que les BRICS, — acronyme de Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique de Sud —. Pourtant, aujourd'hui, le pays est aux prises avec une profonde crise politique et les scandales de corruption d'Odebrecht et de Petrobras en constituent une bonne illustration. Si le premier montre le visage peu connu du succès des « [multilatinas](#) » brésiliennes —[ayant d'ailleurs des répercussions dans toute l'Amérique du Sud](#) —, le deuxième a secoué tous les dirigeants brésiliens, tant politiciens qu'entrepreneurs. Ce cocktail explosif aura coûté le [poste à la présidente réélue Dilma Rousseff](#), du Parti des Travailleurs (PT) en 2016.

Sans incrimination de corruption, Rousseff a été destituée par des parlementaires qui étaient eux-mêmes touchés directement par les scandales de corruption. La destitution a été basée sur des accusations de « comptabilité créative » des comptes fiscaux, une pratique répandue parmi les présidents antérieurs et légalisée à peine quelques jours après *l'impeachment* (Loi 13 332/16). Depuis la destitution, le vice-président Temer (du parti centriste et attrape-tout « Mouvement démocratique brésilien »), ancien allié de Rousseff, est à la tête du pays, et ce, en dépit [d'avoir été formellement accusé de corruption](#).

Les élections présidentielles de 2018 approchent et, compte tenu climat politique moribond, Temer ne se présente pas à la réélection. Lula da Silva, leader du PT et deux fois président de la République (2003-2010), est en tête dans tous les sondages pour les élections d'octobre avec [35 % d'intention de vote](#). Pourtant, la [Cour d'appel a maintenu le jugement](#) rendu en première instance qui l'a condamné à l'emprisonnement en lien avec l'acquisition d'un appartement supposément reçu en rétribution des appels d'offres gagnés par l'entreprise OAS.

La principale preuve contre Lula est basée sur le témoignage d'un homme d'affaires qui a bénéficié de la controversée « dénonciation récompensée » — recours procédural permettant aux accusés de corruption de profiter de réductions de peines et d'autres bénéfices s'ils dénoncent l'implication dans l'affaire d'autres personnes de plus haut rang.

Cette condamnation entraîne également l'interdiction de participer à la course électorale. Le 5 avril dernier, Lula a présenté, sans succès, une demande d'habeas corpus au Tribunal supérieur afin d'attendre en liberté que sa dernière demande d'appel soit traitée par ce même tribunal.

La dépendance du PT à la popularité de Lula illustre la fragilité du système partisan au Brésil. Il est habituel que les parlementaires changent de partis et que les alliances électorales qui sont forgées ne soient pas cohérentes idéologiquement. En effet, récemment, [Lula a défendu des alliances régionales avec le MDB lui-même](#), parti qu'il accusait auparavant d'être putschiste, pour son rôle dans l'impeachment de Rousseff.

Par ailleurs, quelques heures avant que le Tribunal supérieur se prononce sur la demande d'habeas corpus, le général Villas Boas, responsable de l'Armée, a déclaré que son institution partageait le « rejet de l'impunité » de la population. Les propos du général portent à confusion au sujet du rôle institutionnel des forces armées car ils semblent soutenir l'arrestation de Lula. La directrice d'Amnistie internationale Brésil, Jurema Werneck, a soulevé que ce gazouillis semble représenter [une pression et une menace contre la Cour suprême brésilienne](#).

Tout cela a nourri la notoriété de [Jair Bolsonaro du Parti social-chrétien \(PSC\), qui est deuxième dans les sondages \(17 %\)](#). Ancien capitaine d'artillerie, Bolsonaro est connu pour ses propos controversés. En effet, il s'est exprimé en faveur [de la peine de mort](#), [des punitions corporelles contre les enfants qui présentent des tendances homosexuelles](#), de [la dictature militaire](#) et [contre l'union civile de personnes de même sexe](#). Bolsonaro obtient des taux de rejet élevés dans les sondages d'opinion. En même temps, dans un scénario électoral sans Lula et avec une forte dispersion de candidats, Jair Bolsonaro a vraisemblablement de bonnes

chances de gagner l'élection, ou au moins de se rendre au second tour.

Il y a quelques décennies, le grand défi des démocraties latino-américaines était la menace des coups d'État et la subordination des forces armées à l'autorité civile démocratiquement élue. Aujourd'hui, les menaces à la démocratie sont plus subtiles et plus difficiles à affronter : inégalités de revenus élevés, corruption, systèmes de partis faibles et des systèmes judiciaires politisés. La grande taille du Brésil semble accentuer l'ampleur de ces défis. Il reste à voir si la société brésilienne sera capable de bâtir un chemin pour les surmonter.

ⁱ Candidat au Doctorat en Études internationales à l'Université Laval et Coordonnateur du Centre d'études interaméricaines.

ⁱⁱ Candidat à la Maîtrise en Science politique à l'Université Laval et auxiliaire de recherche au Centre d'études interaméricaines.